

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 28/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **SOCIETE DES CARRIERES DE CHAFFOIS**

Lieu-dit Sur le Mont  
25300 Chaffois

Références : UID257090/SPR/YR/AR 2023 - 0428C  
Code AIOT : 0005901502

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/03/2023 dans l'établissement SOCIETE DES CARRIERES DE CHAFFOIS implanté Lieu-dit Sur le Mont 25300 Chaffois. L'inspection a été annoncée le 30/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE DES CARRIERES DE CHAFFOIS
- Lieu-dit Sur le Mont 25300 Chaffois
- Code AIOT : 0005901502
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation d'une carrière de matériaux calcaires.

La carrière est autorisée par arrêté préfectoral du 14 septembre 2007 pour une durée de 30 ans.

Les installations contrôlées sont le front de taille, le carreau, les stocks de matériaux, la zone de remblaiement et les installations de traitement.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- L'inspection a porté sur le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 14 septembre 2007

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 27	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
11	Surveillance des niveaux de vibration	Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 21 et 31	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
12	poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 32.3	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
14	Procédure d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	rubriques ICPE	Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 3	/	Sans objet
2	Niveaux de production	Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 4	/	Sans objet
3	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 10	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 15.1	/	Sans objet
5	épaisseur d'extraction et géométrie des fronts	Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 20	/	Sans objet
6	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 25 et 26	/	Sans objet
8	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 28.4	/	Sans objet
9	Suivi des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 14/09/2007, article 19.6 et 19.7	/	Sans objet
10	Surveillance des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 30.3	/	Sans objet
13	Remblayage partiel de la carrière	Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 36	/	Sans objet
15	Contrôle visuel des déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que la carrière était globalement correctement suivie, l'exploitant doit toutefois déclarer l'activité de lavage des engins, respecter la charge unitaire maximale pour les tirs de mines, mettre en place un poteau ou une réserve incendie et formaliser une procédure d'acceptation préalable pour l'apport des déchets inertes.

### 2-4) Fiches de constats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, rubriques ICPE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations, objet de la présente autorisation, relèvent au vu de la nomenclature modifiée des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement des rubriques suivantes sous le régime de l'autorisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- n°2510-1 : exploitation de carrière – autorisation,</li> <li>- n°2515-1 : broyage, concassage, criblage de pierres et cailloux, la puissance installée de l'ensemble des machines concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW (environ 780 kW) – autorisation.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a transmis en octobre 2020, un dossier de modification des conditions d'exploitation de la carrière. Ces modifications portaient sur le remplacement de l'installation de concassage-broyage par une nouvelle installation d'une puissance de 1 240 kW et son déplacement par rapport à l'installation existante. Les modifications portaient également sur une modification du phasage d'exploitation et des conditions de remise en état.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté la mise en place de la nouvelle installation de traitement, l'exploitant a indiqué que cette installation avait été mise en service en avril 2022. Un nouvel atelier de maintenance a également été mis en place. Il a également été constaté que l'ancienne installation avait été démontée, l'exploitant a indiqué qu'il prévoyait également de démonter l'ancien atelier de maintenance.</p> <p>Suite à l'inspection, il a été transmis à l'exploitant un projet d'arrêté complémentaire pour acter les modifications demandées dans le dossier d'octobre 2020. Il a été également demandé à l'exploitant de transmettre l'avis des propriétaires des terrains sur les nouvelles conditions de remise en état de la carrière.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Niveaux de production

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Niveaux de production
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le volume total de matériaux autorisés à extraire est de l'ordre de 5 489 300 m <sup>3</sup> (environ 12 076 500 t), sous une couverture d'environ 1 m de terres végétales et de matériaux de découverte.  La quantité annuelle moyenne autorisée à extraire est de 500 000 tonnes.  La production pourra atteindre 700 000 tonnes/an pour satisfaire les besoins de chantiers exceptionnels, tout en respectant la moyenne précitée de 500 000 tonnes/an calculée sur la durée de la période considérée telle que prévue à l'article 18 ci-après.  Les valeurs précitées s'entendent des matériaux autres que les terres végétales et matériaux de découverte qui sont conservés sur le site en vue de sa remise en état.  Une partie de ces matériaux est exportée vers la Suisse.
<b>Constats :</b> Les quantités de matériaux extraits sur la carrière sont inférieures aux quantités autorisées.  Il est rappelé que l'exploitant doit déclarer tous les ans sous l'application GEREP la production de matériaux extraites sur la carrière d'une année N avant le 31 mars N + 1 conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008.
<b>Observations :</b> les quantités extraites pour l'année 2021 n'ont pas été déclarées sous l'application GEREP, celles-ci ont toutefois été déclarées par mail à l'inspection en octobre 2022. Les quantités extraites pour l'année 2022 ont bien été déclarées sous l'application GEREP.  D'après les déclarations de l'exploitant environ 50 % de la production est exportée vers la Suisse.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Aménagements préliminaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 10
<b>Thème(s) :</b> Autre, Aménagements préliminaires
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dès la signature du présent arrêté et pendant toute la durée de l'autorisation, l'exploitant est tenu de placer et maintenir :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;</li><li>2. des bornes de nivellement ou tout dispositif équivalent permettant le contrôle des cotes NGF prescrites ci-après ;</li><li>3. une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation qui enfermera la surface autorisée. Cette clôture ne sera interrompue qu'au niveau de l'accès par une barrière qui sera fermée en dehors des périodes effectives d'exploitation. Cette clôture ne fait pas l'objet de discontinuité lors de l'exploitation du massif commun entre la Société des Carrières de Chaffois et la société Carrières du Haut Doubs ;</li><li>4. des pancartes placées bien en vue et laissées en place pendant toute la durée de l'exploitation signaleront l'existence de la carrière et l'interdiction formelle de pénétrer à toute personne étrangère à l'entreprise. Elles seront régulièrement espacées, à raison d'au moins un panneau par cent mètres, sur la clôture précitée, ainsi qu'au niveau du chemin d'accès ;</li><li>5. une aire étanche pour le stationnement, l'entretien et le ravitaillement des engins en carburants dans l'emprise du périmètre de la carrière, équipée d'un caniveau capable de collecter les égouttures et relié à un point bas étanche équipé d'un décanteur-déshuileur ou tout dispositif d'efficacité au moins équivalente ;</li><li>6. en périphérie de la zone d'exploitation, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre cette zone ;</li><li>7. un débourbeur-décrotteur de roues pour les camions sortant de la carrière avec humidification des produits transportés.</li></ol> <p>Ces aménagements doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<p><b>Constats :</b> Comme indiqué au point n°1, un nouvel atelier de maintenance a été mis en place, celui-ci est situé à l'entrée de la carrière. Le stationnement et l'entretien des engins sont réalisés dans cet atelier. Le ravitaillement des engins est réalisé sur une aire étanche reliée à débourbeur séparateur d'hydrocarbures, cette aire étanche est situé à côté de l'atelier.</p> <p>Un nouveau débourbeur-décrotteur de roues a également été mis en place.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 15.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit, préalablement à la mise en activité de la carrière avoir constitué des garanties financières d'un montant permettant d'assurer la remise en état de la carrière selon les dispositions prévues à l'article 33 et suivants du présent arrêté.  Le montant de référence (indice TP01 = 103 au mois d'octobre 2016 et taux TVA = 0,20) des garanties financières devant être constituées dans ce cadre doit être au moins égal à : - [...] pour la phase 4 (2022 à 2026) : 434 677 euros TTC ;
<b>Constats :</b> Un acte de cautionnement montre la constitution de garanties financières pour un montant de 434 677 Euros. La caution prend effet le 18 novembre 2022 et se termine le 18 novembre 2026.  Il est rappelé que les garanties financières doivent être renouvelées 6 mois avant leur échéance et actualisées en fonction du dernier indice TP01.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 5 : épaisseur d'extraction et géométrie des fronts**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, épaisseur d'extraction et géométrie des fronts
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>20.1 – La carrière comportera à terme 5 gradins adaptés à la topographie sans excéder 15 m, séparés par une banquette horizontale de 20 m au minimum de largeur en période d'exploitation et de 10 m dans le cas contraire ;</p> <p>20.2 – L'extraction des matériaux est réalisée conformément à ce que prévoit le dossier « Dossier 15-228 Février 2017 ».</p> <p>20.3 – A l'exception de la partie nord-est commune avec la société Carrières du Haut Doubs, les bords de l'excavation sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.</p> <p>De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.</p> <p>La distance de 10 m est portée à 20 m au niveau de la partie nord pour permettre le rétablissement du chemin d'exploitation.</p> <p>20.4 – La cote minimale du carreau inférieur ne doit pas se situer au-dessous de 824 mètres NGF.</p> <p>20.5 – Le défrichement réalisé préalablement à l'extraction est progressif et réalisé hors période de reproduction de la faune.</p>
<b>Constats :</b> Comme indiqué au point n°1, l'exploitant a transmis une demande de modification du phasage d'exploitation de la carrière pour prendre en compte le nouvel emplacement de l'installation de traitement des matériaux située à la cote 854 m.  La cote minimale d'extraction de 824 m a été atteinte pour la zone située au Nord Ouest de la carrière. Il n'y a plus d'extraction dans cette zone qui est actuellement en cours de remblaiement par des apports de matériaux inertes.  L'extraction est actuellement réalisée dans la partie Est de la carrière, la cote minimale d'extraction dans cette zone est actuellement de 833 m.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Plan d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 25 et 26
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 25 – L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,</li><li>- les bords de la fouille,</li><li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs (nivellement NGF), en particulier, de l'aire des stockages et des banquettes découpant les fronts,</li><li>- les zones remises en état et les zones de remblais visées à l'article 36 ci-après,</li><li>- la position des éventuels éléments de surface à protéger et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li></ul> 26 – Ce plan est mis à jour au moins une fois par an ; l'exploitant doit le tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de L'environnement.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le dernier plan d'exploitation de la carrière, celui-ci est daté d'octobre 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Prélèvement d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Hormis le fonctionnement du débourbeur-décrotteur de roues ainsi que du dispositif d'humidification des matériaux à la sortie du site et de pulvérisation d'eau des installations de traitement, il n'y a pas de prélèvement, ni d'utilisation d'eau de process sur la carrière. Le raccordement au réseau public d'alimentation d'eau du Syndicat de Dommartin est équipé d'un disconnecteur.
<b>Constats :</b> L'eau utilisée sur la carrière provient du réseau d'eau potable, l'exploitant nous a assuré de la présence d'un disconnecteur. La consommation d'eau sur la carrière a été de 685 m <sup>3</sup> en 2022. Hormis pour les besoins sanitaires l'eau est utilisé pour le fonctionnement du décrotteur de roues mais également pour le lavage des engins.  <b>Non-conformité :</b> Le lavage des engins n'est pas prévu par l'arrêté d'autorisation, l'exploitant doit demander une modification des conditions d'exploitation pour continuer cette activité.  L'exploitant a indiqué que le lavage des engins est réalisé au niveau de l'aire étanche, les eaux de lavage des engins transitent ainsi par le débourbeur séparateur d'hydrocarbures.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 8 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 28.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures et des matières en suspension telles que les eaux de ruissellement sur aire étanche (approvisionnement en carburant des engins de chantier, entretiens, vidanges, petites réparations des engins) comme celle prévue à l'article 10 ci-dessus, doivent transiter par un dispositif débourbeur-séparateur d'hydrocarbures équipé d'un obturateur automatique avant d'être acheminées dans le milieu naturel en respectant les normes fixées à l'article 28.4 ci-dessus. Ce débourbeur-séparateur d'hydrocarbures fait l'objet d'un entretien régulier dont la fréquence est définie par l'exploitant.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué qu'un contrôle des rejets des eaux pluviales transitant sur l'aire étanche était prévu pour le mois d'avril 2023.  <b>Demande de compléments :</b> Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les résultats de ce contrôle.  Le dernier contrôle des rejets au niveau de l'ancienne aire étanche a été réalisée en octobre 2021. Les résultats de ce contrôle ont été présentés, ceux-ci montraient le respect des seuils prévus par la réglementation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Suivi des retombées de poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/09/2007, article 19.6 et 19.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Art 19.6 : Le plan de surveillance comprend : <ul style="list-style-type: none"><li>- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;</li><li>- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;</li><li>- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).</li></ul> Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.  Art 19.7 : Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m <sup>2</sup> /jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m <sup>2</sup> /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.
<b>Constats :</b> Le plan de surveillance des poussières comporte 4 points de mesure, un point témoin, deux points en limite de la carrière et un point au niveau des premières habitations situées au Sud Ouest de la carrière sur la commune de Chaffois.  La fréquence des mesures est devenue semestrielle depuis octobre 2020.  Les dernières mesures ont été réalisées en juin et octobre 2022. La retombée maximale observée est de 292 mg/m <sup>2</sup> /j pour la mesure d'octobre 2022 pour l'un des points en limite de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Surveillance des émissions sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 30.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit faire réaliser à ses frais, dans un délai de 6 mois après le début des travaux d'exploitation ainsi qu'à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation à une campagne de mesures des émissions sonores de son site par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces mesures destinées, en particulier, à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elles sont réglementées, seront réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations. Les mesures seront effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> La dernière mesure des émissions sonores a été réalisée le 16 mars 2023 par le bureau d'étude Sciences Environnement.  Le contrôle des émissions sonores a été réalisé au niveau de 3 points de mesure, un point au niveau des habitations situées à 170 m au Sud Ouest de la carrière, un point au niveau des habitations situées à 500 m à l'Ouest de la carrière et un point à l'entrée de la carrière.  Les résultats de cette mesure montrent le respect des seuils réglementaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Surveillance des niveaux de vibration**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 21 et 31
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vibration
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>21 - L'extraction se fera selon le phasage décrit précédemment, exploitation en dent creuse. L'extraction s'effectuera par tirs de mines verticales dont l'explosif sera mis à feu par détonateurs avec micro-retard afin de réduire la charge explosive unitaire instantanée qui sera de 50 kg au maximum.</p> <p>L'unité de concassage-broyage des matériaux sera installée sur le carreau le plus bas réalisé.</p> <p>31 – Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes (immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. Ils doivent également être adaptés en fonction de la présence du grand duc d'Europe sur la carrière de manière à déplacer sa couvée vers des secteurs ne faisant pas l'objet de travaux au moyen de tirs de dérangements en dehors des périodes de reproduction.</p> <p>[...]</p> <p>Le respect de la valeur ci-dessus sera vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière et dans les conditions représentatives d'exploitation et, en particulier, au niveau de l'habitation la plus proche située au lieu-dit, puis à la demande de l'inspecteur des installations classées par campagnes périodiques.</p> <p>Les résultats des mesures doivent être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Dans le cas où une campagne de mesures mettrait en évidence le dépassement des normes, une étude est alors élaborée afin de déterminer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'origine de ces dépassements,</li> <li>- les moyens à mettre en oeuvre pour respecter les normes précitées.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué qu'un tir de mine était réalisé environ une fois tous les quinze jours. Pour l'année 2022, 31 tirs de mines ont été réalisés.</p> <p>Une mesure de vibration est réalisée une fois par trimestre au niveau de l'installation de traitement des matériaux.</p> <p>Les plans de tirs ont été consultés par sondage.</p> <p><b>Non-conformité :</b> La charge unitaire du tir de mine réalisé le 22 novembre 2022 était de 73 kg. L'exploitant doit respecter la charge unitaire maximale de 50 kg. Une mesure de vibrations a été réalisée pour ce tir de mine, la vitesse maximale des vibrations était de 2,56 mm/s.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le grand duc d'Europe ne se trouvait pas dans la zone d'exploitation actuelle de la carrière. L'exploitant a précisé qu'il faisait l'objet d'une surveillance par une association environnementale.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

<b>Proposition de délais : 1 mois</b>
---------------------------------------

**N° 12 : poteaux incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 32.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un poteau incendie normalisé de 1 000 l/min, sous une pression de 1 bar durant 2 heures, doit être situé à moins de 400 mètres des risques à couvrir, mesurés en empruntant les voies accessibles en tout temps aux moyens de secours, ou tout autre dispositif jugé équivalent par la DDSIS.
<b>Constats :</b> <b>Non-conformité :</b> Il a été constaté l'absence de poteau incendie ou de réserve incendie sur la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 13 : Remblayage partiel de la carrière**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 36
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 36.1 Le remblayage partiel de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Les matériaux d'apport extérieur, dont le volume sera d'environ 100 000 t/an en fonction des chantiers de production, doivent être préalablement triés, c'est-à-dire avant d'entrer sur le site, de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.  36.2 Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leur quantité, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination. Tout apport de matériaux en provenance d'un chantier à l'origine d'une production supérieure à 100 tonnes devra faire l'objet d'une information préalable du carrier en vue de lui permettre, le cas échéant, un contrôle des matériaux sur leur lieu de production.  36.3 L'exploitant doit tenir à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.  36.4 Les matériaux autorisés sont des matériaux solides et inertes tels que déblais provenant des chantiers de terrassement, de construction, de rénovation, de démolition, de carrières, de déchetterie constitués exclusivement de bétons, briques, tuiles et céramiques, matériaux de construction à base de produits minéraux naturels, de terres non polluées, pierres et cailloux, ainsi



que les résidus de laine de laitier de la société Armstrong à Pontarlier sous réserve de leurs caractères inertes.

La terre végétale sera stockée à part et devra recouvrir les dépôts.

36.5 Les matériaux interdits sont les matériaux non inertes et, en particulier, les matières fermentescibles (papiers, bois, cartons, végétation, etc...) ainsi que les hydrocarbures, peintures, solvants, produits bitumineux frais ou à base de goudrons, émulsions, plâtres, sables de fonderie, ferrailles, ordures ménagères, pneumatiques et les matières plastiques ou tout composé souillé par ces éléments ou pollué par tout autre produit. Le site ne peut accepter de déchets provenant de lieux potentiellement pollués. Tout dépôt de déchets à base d'amiante est strictement interdit sur le site.

Les déchets en provenance des pays étrangers sont interdits.

Une liste des matériaux admissibles pour la mise en remblai et ceux qui sont interdits sera affichée en permanence à l'attention du préposé au contrôle et à la pesée des véhicules.

**Constats :** Les quantités de déchets inertes apportés sur la carrière respectent la quantité maximale autorisée de 100 000 tonnes par an.

Les matériaux inertes proviennent de chantiers locaux, ce sont principalement des terres et cailloux mais également des déblais de chantiers de démolition.

Chaque apport de matériaux fait l'objet d'un bordereau de suivi, l'ensemble des éléments du bordereau est enregistré informatiquement. L'ensemble des données informatique font office de registre de suivi.

A l'arrivée sur la carrière, les déchets font l'objet d'un contrôle visuel au niveau de la bascule puis sont acheminés vers la zone de remblaiement. Les déchets sont déchargés sur une plateforme puis sont poussés vers la zone de stockage définitif.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 14 : Procédure d'acceptation préalable**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p> <p>L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;</li><li>- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;</li><li>- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.</li></ul> <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p>
<b>Constats :</b> <b>Non-conformité :</b> L'exploitant n'a pas formalisé de procédure d'acceptation préalable. Une telle procédure doit être formalisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 15 : Contrôle visuel des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué qu'un premier contrôle visuel était réalisé au niveau de la bascule puis lors du déchargement des déchets inertes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet